

Company, (Société d'éclairage et d'énergie de Terre-Neuve), si c'est bien la raison sociale de cette entreprise, se propose d'agrandir son usine thermique à Saint-Jean et il dit maintenant que la société dispose elle-même d'amples moyens lui permettant d'agir ainsi, et qu'elle n'a donc pas besoin d'aide aux termes de la loi à l'étude.

Plus loin, le député a dit que l'obtention d'un emprunt au taux d'intérêt avantageux prévu dans la mesure relative à Beechwood permettrait évidemment de produire de l'énergie à meilleur compte à Terre-Neuve ou n'importe où ailleurs. La centrale thermique de Saint-Jean trouverait assurément même un plus grand avantage à obtenir une aide en vertu de cette mesure, pourrait-on penser. Mais, comme le gouvernement n'accordera pas d'aide, ainsi que nous avons l'intention de le faire, à des entreprises privées d'énergie, et tient à ce qu'il s'agisse d'entreprises publiques, la société de Terre-Neuve se verra refuser cette aide.

M. Small: Quand votre gouvernement a-t-il eu cette intention?

M. Gauthier (Portneuf): Pendant que vous dormiez.

M. Small: Je n'ai jamais dormi autant que vous.

L'hon. M. Pickersgill: Le député, qui est un des plus actifs et des plus intéressés à la Chambre, devait être absent quand mon collègue le député de Montmagny-L'Islet a signalé l'autre jour les différences qui existent entre la mesure que propose le gouvernement et la mesure beaucoup plus libérale que nous avons proposée en avril dernier.

M. Small: J'étais ici; et il n'a pas dit quand le gouvernement précédent devait réaliser cela.

L'hon. M. Pickersgill: C'est à cet égard qu'il existe une différence très importante. Le gouvernement libéral était disposé à prêter assistance aux compagnies privées; il s'apprêtait à le faire, et pourtant...

L'hon. M. Fulton: L'honorable député me permettrait-il de poser une question?

L'hon. M. Pickersgill: Certainement.

L'hon. M. Fulton: Si je l'ai bien compris, son gouvernement avait pour principe d'aider les compagnies privées. Puis-je lui demander pourquoi, lorsque, en mars dernier le ministre des Pêcheries a déclaré à Vancouver que le gouvernement était disposé à aider la Colombie-Britannique à mettre en valeur le Columbia, la condition exigée était que l'entreprise devait être publique?

L'hon. M. Pickersgill: Eh bien, monsieur...
(Rires)

[L'hon. M. Pickersgill.]

M. Hodgson: Prenez un autre petit coup.

L'hon. M. Pickersgill: La raison était probablement, voire certainement, que le gouvernement libéral à ce moment-là avait pris la décision, annoncée dans le budget et expliquée en détail par mon collègue le 9 avril, si je me souviens bien de la date, d'aider les provinces de l'Atlantique de cette façon spéciale. On ne prévoyait pas à ce moment-là d'étendre cette aide à d'autres provinces que les provinces de l'Atlantique. Ce programme...

L'hon. M. Browne: Puis-je poser une question à l'honorable député?

L'hon. M. Pickersgill: Certainement.

L'hon. M. Browne: Fournira-t-il quelque témoignage pour montrer que le gouvernement libéral était, avant le 10 juin, prêt à prendre des mesures de ce genre à l'égard de Terre-Neuve?

L'hon. M. Pickersgill: Je puis dire que nous n'allions pas formuler de vaines promesses avant les élections, et que nous n'en formulons pas non plus à présent.

Une voix: Non, vraiment?

L'hon. M. Pickersgill: Nous estimons que la population du Canada en a eu assez, du moins pour un certain temps. Elle redemandera, et avant bien longtemps, un gouvernement responsable.

M. Hodgson: Elle a sûrement eu assez des libéraux!

L'hon. M. Pickersgill: Étant donné que le gouvernement libéral était disposé à prêter assistance aux entreprises privées des provinces de l'Atlantique, autant qu'aux sociétés appartenant à l'État, tandis que le gouvernement tory n'est pas prêt à le faire, le ministre a eu l'audace de prétendre que cette mesure tory confirmait ce qu'ont dit bon nombre d'observateurs politiques, c'est-à-dire que, ces dernières années, nous avons eu, au Canada, un gouvernement libéral socialiste.

Voilà les faits, monsieur l'Orateur. Ainsi que le ministre l'a admis lui-même, nous étions prêts à venir en aide aux sociétés privées.

L'hon. M. Browne: Quelles compagnies privées?

L'hon. M. Pickersgill: Aux compagnies d'énergie privées de la Nouvelle-Écosse. Le gouvernement tory refuse de le faire. Toute définition ou toute extension de la définition du mot "socialiste" que j'aie entendue au cours d'une existence qui est déjà assez longue ne m'a jamais porté à croire qu'une politique appuyant les compagnies privées est socialiste et qu'une politique refusant de les appuyer est non socialiste. Peut-être est-ce